



## Union Départementale CGT Isère

32 avenue de l'Europe 38030 Grenoble Cedex 02

Secrétariat : 04 76 09 65 54



### Sortons les biens et services communs du système marchand !

La commission exécutive de l'Union Départementale CGT de l'Isère prend acte des mesures gouvernementales prises pour endiguer la propagation du Covid-19.

Face à la situation extrême dans laquelle se trouve le pays, l'Union Départementale CGT de l'Isère décide de la fermeture temporaire de son accueil physique du public mais reste joignable par téléphone et par ses réseaux sociaux.

Le Coronavirus s'installe en France et va régler « jusqu'à nouvel ordre » la vie des Français·e·s. Ses effets se font déjà sentir sur notre organisation sociale. Face à cela, **le Président de la République vient miraculeusement de découvrir que l'on ne peut pas jouer avec la santé** et « *qu'il y a des biens et des services qui ne peuvent pas être placés sous les lois des marchés* ». Mais encore, « *que la santé n'a pas de prix et que le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies quoiqu'il en coûte* »

#### **CHICHE Monsieur le Président !**

Depuis des années, la CGT propose de développer et renforcer les services publics. Ils ne doivent pas être soumis à des objectifs financiers de rentabilité. Les élites libérales sont-elles prêtes à se convertir au bien commun ?

La CGT revendique l'augmentation des moyens humains et financiers des services de santé. **Nous revendiquons le maintien du Groupement Hospitalier Mutualiste de Grenoble dans le giron public.** La santé n'est pas une marchandise. Oui à une sécurité sociale solidaire et redistributive sans capitalisation boursière.

**Nous revendiquons immédiatement la suspension des projets libéraux du gouvernement** qui vont à l'encontre du constat que nous faisons toutes et tous face à cette pandémie. Nous revendiquons le maintien intégral des rémunérations pour les travailleurs·euses qui seraient assignés à leur domicile du fait des mesures prises par les entreprises et collectivités.

**Nous sollicitons dès à présent une rencontre avec le Préfet** afin de réaffirmer la nécessité de la responsabilité sociale des entreprises, des banques et des collectivités et en particulier avec les plus précaires qui ne sauraient être une fois de plus la variable d'ajustement d'une solidarité à plusieurs vitesses.

Grenoble, le 13 mars 2020